

LE LIBERTAIRE

ORGANE DE LA FEDERATION ANARCHISTE

Cinquante-quatrième année. — N° 180

Fondé en 1895 par Louise MICHEL et Sébastien FAURE
VENDREDI 6 MAI 1949

Le numéro : 10 francs

LA JOURNÉE INTERNATIONALE DE LA RÉSISTANCE A LA GUERRE ET A LA DICTATURE

A la Sorbonne le réformisme s'affirme... ...AU VEL' D'HIV' IL S'ECROULE

*Seule la Fédération Anarchiste
y indiqua le chemin de la Paix*

LE 30 avril, à la Sorbonne, les grands mots de Paix, de Liberté démocratique, de progrès social, d'émancipation des travailleurs, en bref, toutes les fausses couches de ce socialisme de bazar qui fait la fortune de ses commis-voyageurs et détrompent les peuples de leurs espérances les plus chères, ont à nouveau été exposés à l'étalage public de la plus lamentable foire aux boniments.

Les débats furent ouverts par un individu fâcheusement symbolique : Depreux, ancien ministre de l'Intérieur, « pacificateur » de Madagascar et fusilleur des Arabes à Oran. Depreux, digne porte-drapeau de cette prostituée du Palais-Bourbon : le parti socialiste. Et ce parti, qui trempe joyeusement dans toutes les cuisines ministérielles, s'honore de compter dans son sein un Moch, un Blum, un Gouin et aussi un Depreux, et se déclara « loyal gérant du capitalisme » ; ce parti qui vote tous les crédits militaires, s'associe à la tuerie d'Indochine, matraque les ouvriers et qui, en France comme ailleurs, a tellement affouillé de ses eaux sales la vaste pensée du siècle : le socialisme, qu'il n'en reste plus qu'une façade cachant ses tripotages et ses trahisons ; ce parti, vieux requin édenté, exploiteur cynique des naïvetés populaires, tout le long de ce monotone meeting, sous de nombreux aspects et une diversité superficielle, a consciencieusement souillé les mots de Paix et de Liberté.

Tous ceux qui ont parlé, les « grands » savants, les « grands » écrivains, les « grands » philosophes, les députés anglais, le socialiste allemand, les Paul Rivet et Cie ne trouvant sans doute pas mieux que le louche politicien Depreux, ou étant de la même tendance, qu'ils soient honnêtes ou non, se sont révélés pour la plupart les « chiens de garde du passé ».

Incapables de dépassement, incapables de s'élever à la hauteur des dures obligations historiques présentes, ils se sont arrêtés sur le bord de ce qui est pour eux un abîme obscur, de ce qui est pour tout homme courageux un sommet escarpé mais lumineux : la Révolution Sociale.

Oui, à ce meeting il ne manquait qu'un Jouhaux et on aurait eu alors sous les yeux une équipe représentative de ceux qui portent allégrement la responsabilité des défaites passées, de ceux qui veulent recommencer la même parodie du progrès social, de tous les forbanis qui se parent du socialisme pour en exploiter les avantages électoraux et, partant, financiers et aussi de ceux, les naïfs, voulant représenter une pensée qu'ils ne pourront jamais que vider de toute substance et transformer en étiquette.

On attendait quand même autre chose que ces multiples affirmations d'un réformisme gélant et vœu qui n'ose dire son nom.

On attendait un souffle. Il est venu, et par la voix de Frank Emmanuel, du

Cartel International Pacifiste, de Maurice Laisant, de la F. A. et de Racine, des Syndicats autonomes, qui seuls ont enfin parlé grève, boycott du transport des armes, qui seuls ont parlé révolution.

Mais comme de juste, les organisa-

AU VEL' D'HIV'

UNE file ininterrompue de vendeurs du « Libertaire » conduit du métro aux portes du Vél' d'Hiv'. A croire que le meeting est organisé par la F. A. Quelques vendeurs aussi de la « Vérité » et d'autres organes confidentiels.

L'immense salle sera peuplée, mais ne sera pas pleine. On comptera tout à l'heure 5 à 6.000 personnes, 7.000 peut-être. C'est bien. Ce n'est pas un échec, comme l'écrit l'Humanité.

Mais c'est insuffisant après une grosse campagne de presse de plusieurs jours dans « Franc-Tireur » (le second tirage des quotidiens du matin après le « Figaro ») et un affichage intense. La F. A. fait mieux par rapport à ses moyens

limités, lorsqu'elle emplit Wagram ou la Mutualité.

La presse a relaté ou signalé les incidents du Vél' d'Hiv' au cours desquels la F. A. obtint le droit de parole qu'on lui refusait.

Déclarons d'abord que, dans l'ensemble, la presse mal informée n'a vu là que des mouvements de saïte divers ou encore, comme le « Parisien Libéré », un coup de tête des anarchistes ayant essayé de parler « avant leur tour ».

Rendons hommage à « Combat » qui seul s'est montré objectif, soucieux d'informer sans déformer. Egalement à Radio-Luxembourg, pour son compte rendu détaillé et impartial.

Nous laisserons de côté l'article de « l'Humanité » qui se garde bien de signaler l'origine des protestations : ce serait reconnaître le développement du mouvement anarchiste.

Nous insisterons plus particulièrement sur la PRESENTATION HYPOCRITE ET FIELEUSE de « Franc-Tireur », vantant la sagesse du service d'ordre et laissant entendre que les anarchistes jouèrent le rôle de perturbateurs par jalousie des « succès » R. D. R.

A la vérité, maints Faucons-Rouges et Aigistes du service d'ordre furent de notre avis et virent notre action avec sympathie. D'ailleurs, le bref compte rendu du courageux M. M. (?) est suivi dans « Franc-Tireur » d'une analyse des discours plus correcte, plus objective, encore qu'on s'y efforce d'INTERPRETER curieusement le discours du savant atomique.

« Franc-Tireur » affirme aussi que la parole nous fut donnée l'après-midi, à la Sorbonne.

Rétablissons les faits :

1° A LA SORBONNE, la parole fut donnée à notre représentant, après insistance, vers 18 h. 30, pour la lecture d'une adresse, devant les banquettes.

2° AU VEL' D'HIV', notre ami Fontaine s'est fait un devoir de demander, avant l'ouverture de la séance, un bref temps de parole : 2 minutes ! Il lui fut répondu par David Rousset, Altman, Fraisse et quelques autres que c'était impossible et que la F. A. était inexistante ! C'était oublier notre centaine de vendeurs du « Lib » et tous nos amis présents.

Fontaine se retira alors dans le public, DECIDE A EN APPELER A L'OPINION DE LA SALLE, ENTRE DEUX DISCOURS, pour ne troubler aucun orateur.

*

Après les discours d'Ignazio Silone et de Francis Perrin, la parole fut donnée

(Suite page 2, col. 3.)

LE PAIN ET LE VIN

*Des lamentations de Pflimlin
aux lamentations de Barthe*

LORSQUE M. Pflimlin proclama triomphalement que la France était de nouveau exportatrice de blé, à la Conférence de Washington de l'an passé, il ne se doutait sans doute pas des remous que cette nouvelle allait provoquer.

Elle fut le levain de la révolte des boulangers. Nous étions en novembre. Contre les tickets, la fermentation s'accéléra et le gouvernement dut s'incliner devant la gent boulangère rangée en ordre de bataille. Croissants, brioches, petits pains croustillants, depuis lors s'annoncent dans toutes les boutiques et les tickets ne sont plus qu'un mauvais souvenir.

Mais le gouvernement, toujours parfaitement renseigné, avait oublié une chose : pour faire du pain, il faut des boulangers, mais également des pay-sans. Et voilà que maintenant ces derniers à leur tour se montrent récalcitrants. Du moins on le suppose ! En effet, il manque du blé ; on parle de trois millions de quintaux, et personne n'est capable de nous faire savoir où ils se trouvent !

Pourtant M. Pflimlin prétend et affirme même que ce blé est en France, disséminé dans quelque deux ou trois

millions de greniers. L'affaire est simple. Il suffit de sonner le rassemblement, attendu que la peur du gendarme est le commencement de la sagesse.

Hélas ! il s'avère que tous ces roulements de tambour n'éveillent aucun écho dans les consciences paysannes, et les menaces de sanctions les plus draconiennes n'ont fait jusqu'à présent sortir de sa cachette, le moindre grain de blé !

L'alliance Moch-Pflimlin assurera-t-elle la soudure ? La question reste posée. Pour certains. Pour d'autres elle est déjà résolue, le blé manquant ayant franchi nos frontières sous les formes diverses. On dit même que les Moulins de Paris continuent d'exporter de la farine extra-blanche ! Mais que ne dit-on pas ?

Quoi qu'il en soit, si les croissants sont abondants, le blé manque et les esprits forts, les « techniciens », les spécialistes de la règle à calcul, proposent le retour aux tickets. On n'en veut pas. Mais on ne veut pas non plus importer. Que faire ? Le débat est cornélien et, en désespoir de cause, le gouvernement va sans doute se résoudre à

(Suite page 2, col. 1.)

Ils ne nous avaient pas
invités...

Nous y étions...
et comment...!

Aux intrigues des « Quatre » opposons la volonté des Peuples

ON ne peut encore prévoir quel sera le résultat du dialogue qui va très probablement s'établir entre Truman et Staline. Se mettront-ils d'accord, ou bien une nouvelle tension plus fébrile, plus dangereuse, jaillira-t-elle à nouveau comme jaillit une étincelle entre deux pôles opposés ?

Quoi qu'il en soit, une chose demeure certaine : les peuples feront les frais aussi bien de leurs divergences que de leur accord. Et on est attristé de constater que le sort du monde dépend d'une poignée d'individus, ceux du Kremlin et de la Maison-Blanche étant tout au plus une cinquantaine.

Mais l'heure est à la détente, les menaces s'éloignent et de tous côtés s'élèvent des soupirs de soulagement et fleurissent les espérances de jours heureux. De jours heureux pour qui ? Toute la question est là. Bien que nous soyons les premiers à nous réjouir d'un éventuel recul de la guerre, nous n'oublions pas pour autant que de nouvelles luttes sociales plus âpres, plus dures, seront l'inéluctable résultat d'une paix factice, parce que reposant sur un système d'exploitation que les « Deux Grands » renforceront et élargiront, pour le plus grand bénéfice de leur impérialisme respectif.

L'accord Truman-Staline impliquera nécessairement l'accord Jouhaux-Frachon.

Ce n'est pas au moment où le partage du monde s'effectue et où les mafias politiques, militaires et économiques décident de délimiter et renforcer leurs positions respectives, ce n'est pas au moment où les Deux « Compères » se tendent la main pardessus les peuples écrasés par les polices et les armées qu'il s'agira de parler grèves, revendications, libération.

Lorsque les loups se mettent d'accord, les moutons n'ont qu'à se bien tenir, et lorsque les diplomates en font autant, rien de bon ne peut surgir, nous sommes payés pour le savoir.

La tâche de tout révolutionnaire digne de ce nom est par conséquent toute indiquée :

D'abord, dénoncer sans relâche les centrales syndicales asservies aux Etats. Regrouper toutes les forces ouvrières dans des organisations rigoureusement apolitiques et révolutionnaires. Développer le courant en faveur de la grève gestionnaire et expropriatrice. Présenter des solutions à tous les problèmes économiques et sociaux que pose l'avènement d'un monde nouveau. Dénoncer la fatale erreur des masses qui pensent et croient fermement pouvoir vivre à l'abri des lois et des institutions étatiques n'existant que pour les mieux tromper et asservir.

Mettre à profit cette paix tremblotante et armée jusqu'aux dents et faire la Révolution Sociale avant que n'éclate la guerre.

La tâche des révolutionnaires ?



La grande crise du R. D. R.

Dès la fondation du Rassemblement Démocratique Révolutionnaire, nous exprimions ici même tout notre scepticisme quant à sa viabilité, et les chances qu'il avait de demeurer fidèle à sa mission. Il manque par trop de cohésion réelle, disons-nous, sans d'ailleurs entendre par ce terme un quelconque « monolithisme », mais simplement une base commune à ses membres. Son impuissance à se définir clairement, son attitude en face des élections cantonales qui le poussaient à une participation que condamnaient les plus sains de ses éléments, autant de bornes sur le chemin de la confusion.

Le R.D.R. a été impuissant à définir son enseignement. Il n'a pas réussi à formuler la signification du terme « démocratique » : réformisme à la sauce socialiste ou volontarisme libéral ? Les profondes différences de moyens et de buts qui séparent ses militants ont abouti à réduire la conception positive de la liberté exprimée dans l'action à l'état de fait d'une liberté de paroles dans la pagaille, tandis que le Comité directeur prenait des décisions.

Le malheur, c'est que ce Comité Directeur louchait de plus en plus vers un réformisme de tradition SFIO, de cette seule différence qu'il aurait la pudeur de ne pas avoir dans ses rangs un Moch ou un Gouin : un réformisme qui n'aurait pas du sang sur les mains, mais tout de même un réformisme trop connu. Car ce réformisme apparaissait au Comité Directeur comme la seule façon de se définir au milieu de la pagaille. L'impuissance à se hisser jusqu'à

une conception de la liberté qui rompt avec le libéralisme bourgeois, jusqu'à une conception de la lutte qui rompt avec l'électoratisme, jusqu'à une conception de la société qui rompt avec le réformisme —, cette impuissance semble conduire le Comité Directeur à s'avancer sur le chemin du « Socialisme » adorateur du Messie de Washington.

Certes, nous ne voulons pas dire par là que le R.D.R. se fait le suppôt de l'impérialisme américain, comme le prétendent ceux pour qui tout ce qui n'est pas stalinien est forcément impérialiste, fasciste, et américain. Nous ne voulons pas dire que la majorité du Comité Directeur du R.D.R. « reçoit des ordres de Washington » ou qu'elle considère l'Amérique comme un idéal de civilisation. Nous signifions simplement qu'elle semble avoir choisi entre les deux maux que sont les deux blocs, alors précisément que l'attitude révolutionnaire refuse ce choix ; et elle a choisi Washington.

Là encore se vérifie ce que nous affirmions ici même il y a une année :

REDACTION-ADMINISTRATION
Robert JULIN, 145, Quai de Valmy
Paris-10^e C.C.P. 5561-76

FRANCE-COLONIES
1 AN : 500 FR. — 6 MOIS : 250 FR.

AUTRES PAYS
1 AN : 750 FR. — 6 MOIS : 375 FR.
Pour changement d'adresse, joindre
20 francs et la dernière bande

pas de position intermédiaire tenable entre la conception révolutionnaire libertaire et les voies classiques de l'abandon de la Révolution. Il faut choisir, et le Comité Directeur du R.D.R. s'y résout après l'impuissance et les convulsions de bien des mois pendant lesquels il a tenté d'échapper à cette nécessité de choisir en refusant de se définir nettement.

Mais l'abandon n'est pas complet. D'ores et déjà, on parle de sortir du R.D.R. dans certaines sections parisiennes, et chez certains militants. Il n'est pas jusqu'aux éléments les plus sains du Comité Directeur, dont Jean-Paul Sartre, qui ne seraient prêts à abandonner le R.D.R. L'équipe de « Franc-Tireur », elle, semble devoir rester. Encore que la lecture de ce journal puisse amplement expliquer une telle position, on peut regretter que des anciens révolutionnaires « opposants de gauche », comme Didier Limon, en soient arrivés là — si une telle attitude se confirme.

Si le R.D.R. poursuit le chemin qu'il a entrepris, il aura enfin sous les pieds un sol solide pour se définir : l'exemple probant de près de quarante ans de compromissions socialistes. Et il pourra suivre d'autant plus allègrement ce chemin qu'il se sera débarrassé des éléments révolutionnaires écorchés et démissionnaires. Le véritable problème révolutionnaire est celui de ces hommes qui en sortent peut-être : qu'ils sachent conserver la volonté de la lutte et trouver les moyens de l'action.

MICHEL

LES RÉFLEXES DU PASSANT



Une nouvelle ÉNERGIE

partout à la fois, et provoque une intense et profonde activité. A la Chambre elle détermine un vif courant en faveur des questions viciées dont M. C. Guin est grand spécialiste, dirige certains vers les spécialités, pneus, haricots, textiles, garde-ménages nationaux, que sais-je ? Sa puissance à mille faces, mille aspects, mille interprétations. Elle a une île, endort au bas. (Les grands maîtres de la Cour des Comptes semblent en effet incapables de toute activité depuis un certain temps). Fluide, incolore, sans odeur, impersonnelle, discrète, elle se glisse sous les tables, graisse les patentes, amollit les consciences et affirme sa puissance aussi bien sur une forte aux bornes que dans les milieux journalistiques, politiques ou religieux. Voulez-vous un passe-droit, une faveur, la légion d'honneur, un bureau de tabac ? Adressez-vous à qui de droit, à un député de préférence, et faites glisser discrètement votre pouce sur l'index. C'est le signe conventionnel. L'énergie financière fera le reste.

Que ne fait-elle pas ? Les banquiers, les gangsters, les hommes d'affaires, les escrocs, tous lui sont redevables de leurs fortunes et aussi de leurs bonnes fortunes. L'énergie financière, comme nous l'avons vu, était même capable de provoquer des désirs soudains et lascifs.

Mais il y a encore mieux et c'est toujours M. P. Reynaud qui nous l'apprend : on croyait jusqu'à présent que les turbines des barages étaient alimentées par la force hydraulique. Erreur ! A l'origine il y a la, comme partout, l'énergie financière ! Sans elle que deviendrions-nous ? L'humanité serait condamnée à vivre sans jeune fille, de bonne famille, sans marchands de cacahuètes, sans députés et sans Paul Reynaud.

Ce serait un désastre, une catastrophe sans précédent.

Le pain et le vin

(Suite de la première page)

imposer un blutage plus élevé et l'adjonction de faibles secondaires qu'il se garde bien de désigner nommément.

Ainsi la situation serait réglée. Pour les règles à calcul, mais pas pour nous. Et encore jusqu'à quel point de la récolte ! A ce moment on s'aperçoit peut-être que le blé, ce fameux blé recherché avec tant de ferveur, s'il n'a été exporté, tout est possible, j'allais de tous côtés et embarrasse les silos. La magnifique récolte de 48 milliards de quintaux, la commercialisation de celle de 49, et la soudure sera une inondation.

M. P. M. Plémin alors renverra M. Moch à sa patrie et sollicitera de M. Pétich les milliards nécessaires pour racheter ce blé, ce maudit blé dont on ne saura que faire. Et après nous avoir fait manger de mystérieux succédanés, peut-être qu'avec le blé on fera de l'essence !

Autre catastrophe, mais d'un genre bien différent : s'il n'y a pas, pour le moment, assez de blé, il y a trop de vin ! Des mesures rigoureuses s'imposent, négociants et distillateurs, à la suite de l'effondrement des cours ayant essuyé de lourdes pertes. Chacun sait que ces commerçants sont indispensables à la prospérité nationale et que le négoce vinicole a toujours été la mamelle principale des richesses « bourboniennes ».

Les éternels rouspéteurs ont beau prétendre que le minimum vital alloué aux prolétaires est insuffisant et ne leur permet qu'une consommation restreinte de vin, rien n'y fait. On conserve des positions économiques classiques : le vin restera à la cave et les consommateurs sur leur soif. On ne le lâchera qu'au compte-gouttes afin que se maintiennent les cours à des hauteurs suffisantes.

Le gouvernement fait son devoir. Il lutte présentement contre la baisse, qui de tous côtés apparaît et sème la consternation. Le poisson également est atteint du mal et l'on se voit souvent dans la pénible obligation de rejeter à la mer morues et maquereaux, sardines et dorades !

Cependant il nous faut noter que tous les produits contaminés, vin, légumes, poisson, etc., ne le sont que sur les lieux de production. Entre ces lieux et les marchés citadins, ils se rétablissent comme par enchantement, chaque intermédiaire, mandataire, grossiste, demi-grossiste, détaillant, ainsi que chaque transporteur, et l'Etat s'empresse de leur apporter leurs soins éclairés.

Et en fin de course le consommateur

Pour le Libertaire

Liste des souscriptions reçues

Rouffaut, 50; Etienne, 100; Rumeau, 100; Riquet, 100; Moutaud, 25; Salem, 100; Saurin, 20; Tangui, 50; Trachese, 50; Fernand Tarbes, 40; X... 40; René, 60; Ramiste, 100; Bellanger, 20; Kropf, 50; X... 45; X... 50; X... 25; Pascal, 50; Vincent, 65; Un Vieux Compagnon, 500; Roger, 20; Karman, 50; Mimaldo, 55; Bérin, 100; Chrystostome, 100; E. Olive, 100; Lambert, 60; X... 60; Labaye, 100; Stock, 150; Adre, 88; Boudoul, 70; Conlad, 200; Douche, 45; Jolo Lefranc, 100; Breton, 70; Labaere, 100; Gruyère, 120; Vagalam, 50; Bourne, 50; Audet, 120; Monique, 70; Man-uel, 100; Sataben, 150; Villa, 30; Un passant, 30; Aboussis, 1500; Brochard, 1000; Vincent, 50; Fabry, 110; André, 60; Gpe de Montreuil, note, 75, 175; Ouelze de Lon-dres, 200; Dugne, 180; Baume, 100; Lamy, 50; Berlo, 200; Parichon, 300; Gpe de Clermont, par Fontenis, 200; Lapeyre, 249; Bide, 630; Dugne, 120; Lavie, 100; Ge-naudet, 40; Montre, 200; Pennarun, 100; Brochard, 1000; Guillou, 15; Bernard P., 150; Emont, 100; Marti, 100; Delmon, 300; Bastiat, 100; Carré, 100; Debiu, 50; Cho-quet, 100; Vagalam, 200; P. Lavie, 115; J. Moreau, 50; Karican, 40; Quentin, 50; Lelen, 100.

Tuberculeux aux enchères

Nous ne sommes pas sans ignorer, nous tuberculeux, tout l'intérêt dont nous jouissons auprès des députés et ministères. Ceux qui en douteraient n'ont qu'à consulter le J. O. du 5 février 1949. Ils y trouveront les noms des députés qui sont « pour » nous et celui de ceux qui sont « contre » nous. « Revivre », organe de la Fédération nationale de lutte antituberculeuse, catalogue ainsi ces députés.

Examinons maintenant le débat qui a eu lieu à notre sujet. Le rapporteur M. Mech propose de majorer les retraites et pensions d'invalidité de 5.000 francs par an. M. Ambrose Croizat, ancien ministre du Travail, va plus loin et propose que ces pensions soient portées à 45.000 francs par an, soit une augmentation de 16.000 fr.

Cette proposition est repoussée par 373 voix contre 172.

M. Duprat fait alors une autre proposition tendant à porter la pension à 37.000 francs par an. Elle est également repoussée par 401 voix contre 181.

Maintenant nous sommes éclairés.

Nos « défenseurs » L. G. Croizat exigent environ 4.000 francs par mois. Cette somme suffit amplement pour assurer, d'après eux, l'existence d'un tuberculeux. Passons.

Lors d'une récente assemblée de malades du Centre de Post-Cure de Fontainebleau le sigataire de ces lignes, après l'exposé de Nicolet, secrétaire à la propagande de la F.N.L.A., prit la parole et n'eut pas grand peine à démontrer qu'un grand nombre de malades en avait assez des discours et promesses et que la seule chance restant était l'action directe.

Au lieu de faire éculer des pétitions pour un « gouvernement démocratique » pour la paix, la coïmbie et autre publicité politique, il vaudrait mieux s'occuper du problème des tuberculeux. Mais qu'attendez de politiques précipités, uniquement de leur réélection, qu'ils soient de droite, de gauche ou d'ailleurs ?

Encore une fois l'action directe seule peut porter des fruits.

En voici à titre d'exemple un moyen d'application immédiate : tuberculeux, ton frère, lorsque arrivera le moment de ton départ du sana, et que ton médecin te dira que tu es en état de travailler (ce qui n'est pas toujours exact) refuse de partir si tu n'as pas assuré d'avoir à ta sortie, soit un emploi en rapport avec tes capacités physiques, soit des moyens convenables d'existence, ainsi qu'il est écrit noir sur blanc dans la Constitution.

Tout le reste n'est que bla-bla-bla, escroquerie et mauvaise littérature.

J. LAMBERT.
Post-Cure Fontainebleau.

COMMUNIQUE aux groupes d'usines

Les Staliniens ont leurs cellules d'usine, le R.P.F. ses groupes d'entreprise !

La Fédération anarchiste, pour lutter à armes égales avec ses adversaires politiques, a décidé, lors de son Congrès de Lyon, de créer des cellules spécifiques sur les lieux mêmes du travail. Elle appelle aujourd'hui tous ceux qui veulent lutter sur le plan de l'entreprise à la formation rapide de ces groupes dont quelques-uns vivent déjà tant à Paris qu'en province.

Elle demande à tous ceux qu'inté-

AU VEL' D'HIV'

(Suite de la 1^{re} page)

à un savant atomique américain, Carl Compton, dont le discours fut un monument d'inconscience et une suite de louanges à la force atomique, garantie de la paix et pouvant être utilisée pour la guerre comme pour la paix.

La présence de cet homme, membre de la Commission de la Défense Nationale sous l'autorité de Stimpson, ministre de la Guerre des U. S. A., était déjà une provocation.

Aux quelques applaudissements, des huées et protestations répondirent.

C'EST ALORS QUE NOTRE CAMARADE FONTAINE, SE LEVANT AU MILIEU DE LA F. A. LA PAROLE QU'ON LUI AVAIT REFUSÉE, AFIN DE PROTESTER CONTRE LES PAROLES ENTENDUES.

Devant le refus du président de séance Altman, la salle réagit vigoureusement et parmi les cris répétés de « La parole à la F. A. », repris par des centaines de spectateurs, un groupe de nos militants s'empara de la tribune et assurait l'arrivée au micro de Fontaine.

Pendant ce temps, Garry Davis essaya de lire une déclaration, tandis que Fontaine, juché sur le fauteuil présidentiel attendait que les organisateurs veuillent bien se rendre compte que la F. A. existait... nos amis constituant une notable part de l'assistance et nos sympathisants étant nombreux.

Le tumulte ne cessa que lorsque le président Altman — après avoir demandé à Fontaine un « arrangement », eût déclaré que la parole serait donnée à la F. A.

Après un discours remarquable de David Rousset (dont la casuistique fut également remarquable lorsqu'il s'efforça — sans succès — de faire croire au public que la parole ne nous avait pas été refusée), notre ami Fontaine prit la parole.

Dans un silence profond, haché seulement de rafales d'applaudissements, Fontaine, après avoir en quelques mots remis les choses à leur juste place et expliqué que, même chez les démocrates, la liberté n'est pas donnée, mais se conquiert, Fontaine montra en quelques formules comment il était possible de construire la Paix en construisant le socialisme libertaire, donc en détruisant les causes de guerres : capitalisme, Etat.

Il insista aussi sur la nécessité de combattre, avant la guerre qui menace, la guerre QUI EST (particulièrement en Indochine), en reconstruisant le mouvement ouvrier, en redonnant la vie à l'internationalisme prolétarien, en exigeant le retrait des corps expéditionnaires par l'action g.éviste et la protestation.

Fontaine, en passant, s'inquiéta de la manie des Congrès et des meetings auxquels on fait participer sans bien les connaître les grands noms de la science, car il est bien vrai (et l'intervention de Compton, digné du meeting de Buffalo, vient de le démontrer) que la notoriété dans les sciences ne signifie pas la lucidité en politique. Il adjura la foule de chercher elle-même ses moyens de lutte, de retrouver les méthodes d'action directe qui feront reculer les gouvernements.

Fontaine déclare que les meetings de bavardage, sans conclusions, sans netteté, ne feront qu'user les dernières possibilités d'attention des masses, qu'achever de les décourager.

Il rappelle que, plus que de discours poétiques, le peuple a soif de formules vraies et dures, quelques fois oubliées par une sorte de peur ou de honte et qui peuvent estimer, en dehors des pacifistes vaseux, un authentique courant populaire de pacifisme révolutionnaire.

« Les prolétaires n'ont pas de patrie », rappelle Fontaine, qui conclut en exprimant sa conviction profonde de gagner la Paix.

Si, par malheur, malgré les efforts consentis, la guerre devait venir, la F.A. appelle les hommes libres, sacrifice pour sacrifice, à préférer la lutte d'un maquis à l'échelle européenne, au combat sous l'uniforme des U. S. A. ou de l'U. R. S. S.

La magnifique péroraison de Fontaine est accueillie dans l'enthousiasme et c'est avec raison que « Combat » a pu écrire que son intervention brillante, en termes mesurés, avait mis la salle du côté de la F. A.

La suite du meeting fut grise. Un orateur trotskiste, profitant de notre conquête de la parole, fut accueilli par des huées. Il est vrai qu'après quelques dures vérités sur la « journée », il préconisa la défense de l'U. R. S. S. !

Quelques autres discours s'égrenèrent tandis que la salle, encore sous l'impression de notre présence, se vidait lentement.

ERIC ALBERT.

P. S. — Un de nos camarades, présent au Vel' d'Hiv', isolé mais repéré par le service d'ordre, fut sauvagement attaqué par une dizaine de militants R.D.R. qui ainsi se vengèrent basement de leur échec dans la « bataille pour le micro ».

Nous nous en souviendrons.

C. N. T.

Syndicat

des Métiers d'Art

UNE visite qui s'impose et que ne manqueraient pas les amis libertaires et syndicalistes s'intéressant à l'Art.

Le Salon des Artistes Indépendants, qui a lieu en ce moment au Musée des Beaux-Arts de la Ville de Paris, mérite une attention particulière.

En effet, fondée en 1884, la « Société des Artistes Indépendants » eut l'idée originale, en adoptant le principe de la suppression des jurys d'admission, de permettre aux artistes de présenter librement leurs œuvres à la critique du public. Nous devons donc y trouver d'éclatants témoignages de la liberté de création et d'expression. C'est avec cet espoir que le Syndicat des Industries et Métiers d'Art de la C.N.T. vous invite à participer nombreux, avec votre famille et vos amis, à la visite qu'il y organise le dimanche 8 mai 1949.

L'entrée aura lieu à tarif réduit : 25 francs, à 10 heures précises.

Rendez-vous à 9 heures, Métro Jéna, angle avenue du Président-Wilson.

D'autre part, poursuivant son cycle de visites éducatives, le S.I.M.A.C. de la C.N.T. vous prie de noter que, le dimanche suivant 15 mai, à 10 heures, aura lieu la visite de l'atelier d'un artiste céramiste. Rendez-vous à 9 h. 30, Métro Place d'Italie, sortie angle avenue des Gobelins, devant la Mairie du 13^e arrondissement.

Dimanche 22 mai, visite du Musée de Saint-Germain-en-Laye. A midi, pique-nique récréatif en forêt, avec participation d'une chorale de jeunes.

Afin de bénéficier du billet collectif, les amis désireux de participer à cette sortie sont invités à se faire inscrire à l'avance, jusqu'au 19 mai, dernier délai, soit au siège de la C.N.T., 39, rue de la Tour-Auvergne, Paris-13^e, soit au « Libertaire », 145, quai de Valmy, Paris-10^e.

Le Secrétariat du S.I.M.A.C.

Une brochure qui s'imposait...

1914

TRAHISON — VILENIE

LEON JOUHAUX

Voici l'homme... par ses écrits

Prix de vente : 40 fr.; franco, 50 fr.

Par 15 ex. : 550 fr.

Par 25 ex. : 900 fr.

Par 50 ex. : 1.750 fr.

FEDERATION ANARCHISTE

145, quai de Valmy. Permanence de 9 h. à 12 h. et de 14 à 19 heures

La Vie des Groupes

1^{re} REGION

Notre vieux camarade Hoche Meurant est gravement malade depuis janvier, il n'a pas droit aux Assurances Sociales, plus il est sans ressources. Nous faisons appel à la solidarité pour aider ce camarade. Adressez les fonds à Georges Laureys, 80, rue Francisco-Ferrari, Lille (Nord). C.C.P. Lille 1650-66.

Service de Librairie chez Georges Laureys, 80, rue Francisco-Ferrari, à Fives-Lille. Lille : permanence tous les samedis de 18 h. 30 à 19 h. 30, 15, rue du Molinet.

2^e REGION

Les camarades sont priés de passer au Quai Valmy pour retirer les cartes de la Fête organisée le 18 juin Salle Susset.

Paris XV^e Groupe « Pax ». — 1^{er} et 3^e jeudis mai 1949, 20 h. 30, Salle P.S., 31, rue du Général Beuret. Métro : Vaugirard. Bus : 48-49-30. Jeudi 15 mai, Causerie-Discussion par un camarade du Groupe.

Groupe Louise-Michel 18^e. — Prochaine réunion du groupe, jeudi 5 mai, à 20 h. 30, 30, rue de la République, 10, rue Henri-Barbousse. Questions importantes. Tous les militants présents.

Amis et sympathisants, retenir la date du 12 mai, 20 h. 30, même adresse : conférence avec Fernand Robert, « Syndicalisme et Anarchie ».

Paris-Est. — La réunion aura lieu le jeudi 5 mai 1949, 20 h. 30, 65, boulevard de la Villette, métro Fabien.

Prière à tous les militants d'y assister pour donner leur avis sur un changement du jour des réunions du groupe. Rappporter tous les livres prêtés et aussi de nouveaux pour organiser la bibliothèque.

Groupe de Colombes. — Nous rappelons aux camarades que le groupe se réunira les samedis à 21 h., salle du Café de la Mairie, 10, rue Henri-Barbousse.

Courbevoie. — Réunion tous les premiers, troisième et quatrième lundis du mois. Les sympathisants y sont admis.

Groupe de Livry-Gargan. — Réunion le

lundi 9 mai, à 21 h., petite Salle de la Mairie, Confection du 3^e des « Paroles Libertaires ».

3^e REGION

Le Congrès constitutif se tiendra à Nancy le 15 mai à 9 heures, Salle du Grand Café, près du Point Central. Les camarades isolés pourront assister au Congrès en prévenant le secrétaire provisoire à l'avance. Ecrite à Boro, 38, rue de la Chevre, Metz.

6^e REGION

Tours. — La prochaine réunion du groupe est prévue pour le mardi 9 mai, à 20 h. 45, rue Blaise-Pascal, n° 83.

8^e REGION

Le Congrès régional aura lieu le 22 mai à Saint-Etienne. Nous demandons à tous les groupes de se faire représenter. Présence assurée du camarade Joyeux qui représentera le Comité national.

Lyon-Vaise. — Prochaine réunion du groupe vendredi 6 mai, à 20 h. 30, café Luboz, 27, place de Valmy. A l'ordre du jour : le Congrès, réunion de Saint-Etienne et préparation de la réunion publique du 21 mai avec Joyeux.

9^e REGION

Tonnels, groupe Voline. — Lecteurs et sympathisants sont invités à apporter leur adhésion en vue de renforcer le groupe, adhésions et renseignements à Noulou Paul, La Contrainte Tonnels.

10^e REGION

Toulouse. — Présence indispensable de tous les militants à la réunion du 13 mai, Brasserie des Sports, boulevard de Strasbourg, à 21 heures. Ordre du jour : l'Economie libertaire. Rapporteur Lyg.

11^e REGION

Le camarade Boucher sera vers le 15 juin à la disposition des groupes pour leur donner des conférences sur le syndicalisme. Les groupes qui auraient l'intention d'organiser sont invités à nous le faire savoir dès à présent.

Le Secrétaire : ESTEVE.

Groupe de Narbonne. — Vendredi 6 mai, à 21 h., réunion du groupe au local habi-

resse la question, à tous les responsables de groupes d'usine parisiens existants d'être présents à la réunion de travail du mardi 10 mai 1949 afin de jeter les bases d'un plan de travail conscient, répondant aux nécessités de l'heure.

Présence indispensable des membres de la Commission nationale de propagande.

Militants ouvriers de la F.A., venez tous le mardi 10 mai 1949, à 20 h. 30, 129, bd Saint-Germain, Salle Viger (rez-de-chaussée). Métro : Odéon.

Comme chaque année, avec le retour des beaux jours, les jeunes ressentent l'impérieux besoin de défendre leur corps et leur esprit au contact vivant de la nature. Mais, comme chaque année, des milliers de jeunes tentent d'imaginer les difficultés pour satisfaire leur désir, les grossiront peut-être hésiteront à prendre la route... et risqueront, en définitive, de passer leurs vacances dans le cadre limité par un horizon toujours pareil, parfois sans joie, souvent sans espoir.

Il faut que tous les jeunes sachent que le Centre Laïque des Auberges de Jeunesse et du Plein Air (C.L.A.J.P.A.) leur offre de grandes possibilités pour organiser leurs loisirs.

Pour pouvoir utiliser les installations du C.L.A.J.P.A., il leur suffit de faire la demande d'une carte qui leur sera délivrée sans formalités inutiles par le mouvement.

Plus de 500 relais et auberges sont déjà actuellement ouverts et des camps seront, en outre, installés et ils ont pour pallier à l'insuffisance de certains réseaux.

Chaque jeune pourra ainsi partir individuellement, au gré de sa fantaisie, et parcourir, avec facilité, toutes les régions de ce pays.

Dans cet esprit, les auberges ouvrent très largement leurs auberges. Ils espèrent inciter de cette manière les jeunes à partir seuls, mais ils n'en continuent pas moins l'action entreprise ces dernières années vers la jeunesse travailluse. Sous la formule « caravane », dont le succès est connu, les auberges aideront cette année, encore des milliers de jeunes ouvriers ou étudiants à organiser leurs vacances. Les caravanes sillonneront encore les routes cet été.

De plus, le C.L.A.J.P.A. a décidé de tenter une expérience nouvelle. Des camps d'adolescents seront ouverts, de véritables petites républiques, où la gestion et l'administration seront entièrement assurées par l'ensemble des jeunes participants.

Ainsi, par toutes ces actions, le mouvement auberges poursuit sans faiblir, par l'organisation des loisirs, son œuvre d'émancipation de la jeunesse travailluse.

Réunions Publiques et Contradictaires

2^e REGION

● Paris-5^e (Groupe Sacco et Vanzetti). — Palais de la Mutualité, métro Maubert-Mutualité (pour la salle, consulter le panneau d'affichage) le vendredi 6 mai à 20 h. 45 LA FEDERATION ANARCHISTE ITALIENNE ET SON TROISIEME CONGRES A LIVOURNE, AVRIL 1949.

● Ainières. — Vendredi 6 mai 1949, à 21 h., salle du Centre Administratif, place de la Mairie, Sujet : PAIX OU GUERRE ? Hemet-Desagis.

8^e REGION

● Samedi 21 mai, à 20 h. 30, Salle Luboz, 27, place de Valmy. POUR LA FIN DE LA GUERRE D'INDOCHINE ! CONTRE LA PREPARATION A LA GUERRE ! Orateur : Joyeux.

10^e REGION

● Tarbes (Tournée M. Laisant). — Salle du Pyrénées-Palace, le lundi 9 mai

tuel, Ordre du jour : 1^o Préparation de la conférence Laisant. 2^o Organisation de causeries éducatives.

Mazamet, Castres et environs. — Tous renseignements à F. Dumas, 2, rue du Moulin, à Mazamet, Tarn.

12^e REGION

● Dragignan. — Renseignements et autres écrire à : A. Mabire, 18, rue Vieille-Bouche, Dragignan (Var).

Marseille. — Le groupe du Centre se réunira tous les mardis à 19 heures au local habituel, présence très nécessaire de tous.

Nice. — Réunion du groupe les 1^{er} et 3^e jeudis à 21 heures, Bar de l'Univers, boul. Jean-Jaurès. Vie du groupe, étude du IV^e Congrès.

à 21 h., HOMMES, FEMMES, ENFANTS CONDAMNÉS A MORT. HALTE A LA GUERRE.

● Toulouse. — Mardi 10 mai, à 21 h., salle des Emiliennes, Faculté des Lettres, rue de Rémusat.

12 REGION

● Marseille. — Vendredi 6 mai 1949, à 19 h., salle Artistique, 8, cours J.-Thierry. REVOLUTION AUTORITAIRE OU REVOLUTION LIBERTAIRE. Conférence-débat entre les autorités et nous.

TOURNEE ARISTIDE LAPEYRE

● LA LAICITE ET L'ECOLE.

● Nîmes. — Lundi 9 mai à 21 h., grande salle du Foyer Communal.

● La Grand-Combe. — Mardi 10 mai, à 17 h. 30, Salle Municipale.

● Almagues. — Mercredi 11 mai à 21 heures, salle des Conférences.

● Saint-Gilles-du-Gard. — Jeudi 12 mai, à 21 heures, salle « Jean Gazelle ».

11^e REGION

● Conférences Maurice Laisant, sujet traité : HOMMES, FEMMES, ENFANTS CONDAMNÉS A MORT. HALTE A LA GUERRE !

Le mercredi 11 mai, à 21 h., à Mazamet ; le jeudi 12 mai, à 21 h., à Béziers, salle de la Maison du Peuple ; le vendredi 13 mai, à 21 h., à Perpignan ; le samedi 14 mai, à 21 h., à Narbonne (pour les salles, consulter les affiches).

CULTURE ET RÉVOLUTION

Un Congrès anarchiste

(Par notre correspondant particulier)

Livorno, 26 avril 1949.
Le III^e Congrès national de la F. A. italienne vient de se terminer. Pendant trois jours et une nuit 200 délégués de toutes les fédérations locales et groupes anarchistes de l'Italie se sont réunis dans la grande salle de la maison du groupe Malatesta. A Livorno, pour discuter toutes les questions du mouvement en Italie. Ils sont venus de toutes les régions, de Trieste jusqu'en Sicile.

Les ouvriers et les jeunes dominent le tableau général des séances. Mais à côté de cette jeunesse nouvelle qui a travers l'enfer du fascisme et de la guerre est venue à l'anarchisme, nous voyons les vieux anarchistes italiens éprouvés qui s'ont tenus des prisons et des fers ou ils ont passé de longues années pour des actes courageux et pour l'idée.

Malgré les divergences souvent profondes, l'enthousiasme et l'activité intenses unissent les vieux et les jeunes, les ouvriers et les intellectuels dans une grande fraternité.

LIVORNO

Trois ou quatre cents ouvriers anarchistes de Livorno ont assisté et même participé aux débats souvent orageux mais toujours conscients. Il y a des milliers de sympathisants anarchistes et six cents à mille militants actifs dans la Fédération de Livorno qui est une des forteresses du mouvement en Italie.

Dans toute une ville gravement endommagée par les bombardements et la guerre, des grandes affiches annoncent la tenue du III^e Congrès et les drapeaux noirs-rouges de la F. A. italienne sont hissés sur la maison Malatesta qui n'est qu'un des trois maisons dont dispose la fédération livornaise. Chacune de ces maisons possède des bibliothèques, des salles de lecture bien installées, des kiosques, des salles de réunion, des camions buvettes fonctionnant au seul profit du mouvement.

Aussi l'organisation technique de l'hébergement des délégués a-t-elle été exemplaire. C'est à la gare même que les délégués ont été accueillis par les camarades de Livorno et guidés aux auberges. En plus de cette organisation parfaite on a pu sentir la sympathie chaleureuse des gens dans la rue qui se sont efforcés à donner tous les renseignements ; la F. A. est très populaire à Livorno.

La presse italienne elle-même n'a pas pu passer sous silence le Congrès. Au contraire, les journaux bourgeois comme les journaux paracomunistes ont publié des lages comptes rendus en première page. Comme au dernier congrès de Canosa la presse a été admise. Il est remarquable que non seulement la presse bourgeoise (la « Stampa » de Turin par exemple) mais aussi « La Gazzetta » communistophile a essayé de flatter hypocritement les anarchistes et leurs efforts.

LES DEBATS

Ce n'était pas un congrès de parade. Au contraire. Bien que les diverses positions aient été imprimées et discutées pendant plusieurs mois dans tous les organes du mouvement, il y a eu des imprévus. La spontanéité était le facteur prédominant dans les débats.

L'ordre du jour envisagé a été renversé par le congrès. Les rapports des fédérations locales sont venus avant les rapports des commissions « nationales » (1). Pendant toute une longue journée, chaque délégué a donné des précisions détaillées sur l'activité locale. Ces rapports minutieux ont été accompagnés par des critiques réciproques violentes ou des applaudissements, par des propositions nouvelles hardies et des explosions pleines de tempérament italien.

Des camarades italiens sont venus de France et de Suisse. Des salutations ont été envoyées par la F.A.F., la F.A.I. en exil, la C.R.I.A., la F.A. anglaise, la F.A. bulgare (dont un représentant était présent et a lu un message), de l'A.I.T., etc.

Vinrent les rapports des commissions de correspondance, antimilitariste, antireligieuse, du comité pour les victimes politiques et des journaux (2).

Les deux points culminants du Congrès ont été marqués par les deux grandes discussions sur la question idéologique et sur la question ouvrière. C'est sur le point « examen de la si-

en Italie

tuation générale » que se sont affrontés les positions idéologiques et philosophiques les plus diverses et souvent les plus opposées : « ouvriéristes » et « idéologues », partisans d'une discipline organisée et partisans d'une décentralisation aussi large que possible, « jeunes et vieux ».

Avec une franchise sans égal les port-paroles des diverses « tendances » et « positions » ont développé leurs idées en se rapportant en outre aux discussions dans l'anarchisme international par exemple dans « Etudes anarchistes ». Débats souvent orageux mais néanmoins profonds, objectifs et fructueux.

Il est évidemment impossible de retracer ici ces positions d'autant plus que toutes les interventions et toutes les résolutions de tous les camarades seront imprimées et diffusées dans les organes du mouvement ou sous forme de brochures. Ainsi les camarades du monde entier pourront prendre connaissance des diverses positions dans la F.A. italienne et participer à la discussion des problèmes de l'anarchisme international.

Ceci est valable également pour la question ouvrière.

Face aux camarades unis dans les Comités de Défense Syndicale nous trouvons les jeunes antisindicalistes du groupe Rome-Centre, partisans de groupes anarchistes d'entreprise. Toutefois les uns comme les autres préco-

nisent la présence active des anarchistes dans toutes les luttes ouvrières. Décisions ? Réorganisation des commissions, rédactions et administrations du mouvement d'après le principe du roulement. La discussion continue, le travail continue.

SALUT AUX CAMARADES EN FRANCE

Nous avons pu constater que Le Libertaire et Etudes Anarchistes sont beaucoup lus, demandés et appréciés par les camarades italiens. Beaucoup d'entre eux connaissent parfaitement le mouvement en France et suivent avec intérêt et sympathie son développement.

Dans son ensemble le Congrès a été la preuve non seulement de la force numérique et des progrès d'un mouvement qui actuellement est des plus importants en Europe, mais surtout de l'esprit sain et libertaire qui l'anime.

Le temps était trop court, toujours trop court.

Après des explications souvent violentes mais nécessaires et salutaires les délégués se sont séparés en frères pour rejoindre leurs postes de combat.

Gaston B.

(1) La F.A. italienne n'a pas de Comité National, mais plusieurs Commissions spécialisées et dispersées dans toute l'Italie.

(2) Le mouvement italien n'a pas d'organe central mais dispose de deux hebdomadaires : « Unità Nova » à Rome et « Il Libertario » à Milan ; une série de journaux plus ou moins périodiques à Turin, en Sicile, à Trieste et à Carrara ; une revue à Naples : « Volontà ».

Cinéma

L'école buissonnière

Jean P. LE CHANOIS vient de présenter au public « L'Ecole buissonnière ». A Paris, le film connaît déjà un réel succès de popularité, mais pour en sentir toute la portée, il faut avoir vécu pendant 4 jours l'atmosphère du Congrès National de l'Ecole Moderne Française qui vient de tenir ses assises à Angers du 12 au 15 avril.

Les critiques ont salué ce film en lui reconnaissant le mérite du film simple, enthousiaste, exhalant un beau souffle de jeunesse et de pureté.

C'est bien mais c'est peu. Je continue à croire et à penser qu'avant d'apprécier une œuvre, il faut l'avoir vue et méditée.

« L'Ecole buissonnière » n'est pas, n'aurait pas dû être ce petit roman, simple certes, mais superficiel. La vie de Freinet, ses luttes véritables eussent été un document d'une valeur inestimable montrant le pionnier, le novateur aux prises avec la sottise, la routine, l'esprit petit-bourgeois, la calomnie et l'Etat bureaucratique. Hélas, il était indispensable de s'écarter devant les nécessités commerciales.

Cependant, le véritable intérêt du film reste intact. C'est une œuvre révolutionnaire, une œuvre libertaire.

L'Ecole laïque autoritaire est un non-sens. Qu'on le veuille ou non, l'école traditionnelle impose une orientation, elle conditionne l'enfant et cette marque de fabrique est d'autant plus profonde que la personnalité du maître est plus grande. L'Ecole nouvelle doit, avant tout, donner à l'enfant les moyens de se déterminer, de s'épanouir et de se libérer.

Mais « L'Ecole buissonnière » est aussi l'école communautaire où l'enfant s'adapte sans contrainte extérieure à la vie sociale. Il est fugué par ses pairs et, s'il est exclu provisoirement de la communauté, il n'aspire qu'à se racheter pour retrouver sa place dans la petite cité. L'attrait de la cité communautaire est irrésistible et les naturels les plus sauvages, les plus révoltés y font merveille. Albert triomphe de son tempérament de bête ombrageuse et un élan enthousiaste l'élève jusqu'au dépassement.

Il y a, bien entendu, la part du maître. Il y a surtout cette magnifique confiance qu'il sait inspirer

à ses élèves, cette confiance sans laquelle il ne peut y avoir d'élan, de don de soi-même.

Tous les maîtres, dignes de ce nom, ont en eux cette magnifique possibilité s'ils ont le sens aigu de leur mission : jeter les bases de la société communautaire de demain, ont l'enfant devenu adulte conscient de ses droits et de ses devoirs poursuivra ses investigations afin de se réaliser pleinement, pour le plus grand profit de la communauté.

Il éprouvera naturellement le besoin de se libérer de toute entrave. Et, l'Autorité avec ses principes et ses institutions tyranniques : Etats, églises, hommes généraux, oligarchies financières et intellectuelles, lui apparaîtront comme le monstre à abattre.

Alors se réalisera la cité des hommes sans dieux, sans tribuns, sans héros.

H. L. F.

EN INDONÉSIE

L'ARMÉE HOLLANDAISE A "L'ŒUVRE"

Quelques lettres de combattants hollandais dont nous garantissons l'authenticité, nous sont tombées entre les mains. Nous en publions ci-dessous les passages les plus significatifs. Ils se passent de tout commentaire.

« Nous avons toujours ici quelques prisonniers qui, après leur capture, dénoncent leurs camarades. Bien entendu, ils ne le font pas spontanément. On torture cruellement ces hommes. La dernière nouveauté est la magnéto. On leur accroche les fils sur l'oreille et sur la main, ensuite on tourne, on tourne tant qu'on peut. Selon Flip, qui en observe quelques fois les effets, le visage de la victime grimace sous l'effet de la contraction des muscles. Parce qu'ils redoutent ce traitement, les indigènes disent tout ce qu'ils savent. Tout de suite après le captif doit accompagner une patrouille pour désigner les maisons dont les hommes collaborent avec les bandes de la montagne. On arrête ces hommes et brûle leurs demeures. On tue ensuite, en un lieu désert, le captif qui a parlé ».

Un autre soldat, qui prit part à une attaque au cours de laquelle on brûla dix villages, décrit ce qui suit à ses parents : « Il y a une semaine, l'attaque a été un succès total : plus de 30 tués. Une centaine d'Indonésiens se sont rendus, mais ont été fusillés séance tenante et jetés à la rivière. L'armée K.N.I.L. (Armée Royale Hollandaise-Indonésienne) procéda ainsi : on fusilla le premier sur un pont, le deuxième jeta le premier mort à la rivière, le troisième y jeta le deuxième à son tour, de telle façon que, finalement, nos soldats n'eurent que le dernier à jeter. Economique ! Malheureusement, des erreurs se produisent

MICHEL RIQUET FACE AU PROBLEME SOCIAL

Jadis la semaine dernière que la personnalité du Père Riquet n'était pas en cause, puisqu'il a écrit ce qu'il avait de personnalité à la campagne de Jésus. Soumis à la volonté — à la plus totale autorité de ses supérieurs — il est plus à même que quiconque de juger s'il l'ose — du fruit de l'autorité, par ses propres œuvres.

Malgré les « Chefs » qui ne lui manquent pas, le R. P. a donné les 6 et 13 mars, deux conférences pitoyables. Non seulement elles manquent de feu, de conviction, mais encore la construction en est assez hésitante pour que l'effondrement sur la base en soit prévisible à l'esprit le moins averti. Quant aux idées qui y sont présentées, mieux vaut n'être point cruel.

Le R. P. ne se révèle, à peu près sérieusement, que dans la troisième conférence : Pouvoirs créateurs d'entreprise, du 20 mars. Il s'agit de légitimer l'exploitation de l'homme par l'homme, l'état social actuel, tout en donnant aux exploités l'impression que tout est mis en œuvre par l'Eglise pour la fin de l'iniquité sociale. Afin de pallier la perte incontestable de la foi dans les masses laborieuses, l'Eglise, particulièrement depuis Léon XIII (élève des Jésuites) a transposé son effort de prosélytisme du plan religieux sur le plan social. Il en est résulté une tendance de plus en plus marquée à la « revendication du paradis sur la terre », la transformation de l'Eglise catholique en parti politique.

Le Sillon de Marc Sanguier en fut une des premières manifestations, promptement étouffée par Pie X, et tout le Mouvement Social chrétien actuel, si fortement encadré, est l'expression même de cette évolution. Des impatiences se manifestent qu'il faut calmer à tout prix. Le R. P. Riquet est chargé de la corvée.

Il faut un chef ! Il y a partout un chef ! Qu'est-ce que le chef ? C'est César, Christophe Colomb, Mermoz, c'est l'entraîneur, l'animateur d'une œuvre collective, c'est... le Chef !

Chaque pierre, chaque tailleur de pierre, chaque maçon fut indispensable au bâtiment de cette cathédrale, mais non moins indispensable fut celui qui faisait converger tous les gestes, toutes les attitudes, tous les efforts — du manœuvre au spécialiste — à la production d'un ensemble monumental, robuste et beau : le maître d'œuvre, l'architecte, prince de la technique et commandeur au travail ; celui qui porte en lui-même le plan, le projet de ce qui sera mais demeuré caché aux exécutants penchés sur d'humiles tâches fragmentaires que sa pensée rejoint, coordonne en vue de ce avenir audacieusement conçu, inlassablement voulu par lui seul.

Voilà le chef... et voilà ses subordonnés, tous indispensables à la création de l'œuvre. M. Riquet veut bien admettre que cela implique pour tous leur part de l'œuvre et il veut faire participer les ouvriers au bénéfice. Mais M. Riquet, qui cite Villermé, et Engels, ferait bien de s'arrêter un instant à l'étude d'un contemporain, P.-J. Proudhon, qui argumente précisément sur ce problème dans son fameux ouvrage : Qu'est-ce que la Propriété ? Mais parions que M. Riquet n'en fera rien. Qu'a-t-il besoin de savoir ? Il n'est pas là pour changer la société mais pour la conserver. Telle qu'elle est. Ou à peu près.

Le Chef apparaît donc, comme le technicien de l'entreprise. On voit très bien ses compagnons, subordonnés ; il est même question d'une sorte de copropriété du produit de l'œuvre commune. C'est déjà bien osé. M. Riquet ne tarde pas à mettre les choses au point, habilement. La méthode, sa méthode, leur méthode, consiste à accomplir le qualificatif de chef, de certains expressions sans définition : patrons, actionnaires, rémunérateurs du capital, administrateurs, etc. Quel est le rôle de ces patrons, actionnaires, capitalistes ou administrateurs ? M. Riquet ne le dira pas. C'est une habileté. Pour ne pas les condamner. Ni pour les approuver, réservant ainsi l'avenir. Mais cela permet une extension illimitée de l'appellation : Chef, et la notion de Chef-Technicien n'a été qu'un at-trape-nigands pour faire avaler la nécessité du Chef.

Après quoi, tout coule de source.

N'oubliez pas !

ÉTUDES ANARCHISTES

Complément indispensable du « Libertaire »

Le numéro : 50 francs
Abonnement : 350 francs
C.C.P. 4785-45-Paris
Fontenis, 7, rue Fessart

parfois, exemple : un petit groupe de 6 coolies, qui avait porté des munitions, obtint la permission de rentrer chez lui, quand, quelques centaines de mètres plus loin, une patrouille rencontra ces coolies et les fusilla immédiatement. Plus remarquable encore est l'histoire de deux serviteurs d'un major. Après avoir beaucoup travaillé toute la journée, ils s'apprêtaient à partir alors que le major était absent. Survint un lieutenant qui dit : « Encore deux malandrins. Vous et vous, dit-il, en désignant deux soldats, promenez-vous avec eux un moment ». Vingt mètres plus loin, deux coups de feu secs, plus de serviteurs... »

Toute entreprise privée du chef (entendez du technicien) est vouée à sa perte. Il faut donc le technicien, le Chef. Malheur donc à qui veut supprimer les Chefs !

Et les chefs doivent avoir toute autorité pour la marche de l'entreprise : « Il ne s'agit pas ici de condamner ou d'approuver telle ou telle forme d'appropriation des moyens de production, mais d'affirmer la nécessité pour toute entreprise collective, pour toute communauté de travail d'avoir un vrai chef doté d'un véritable pouvoir d'initiative, de décision et de commandement, auquel réponde chez les subordonnés une loyale et confiante discipline. » S'il y a besoin parfois de s'adapter à des conditions nouvelles de la propriété, il y a dans ce paragraphe tous les éléments. Cependant on n'y touche pas. S'il y a besoin de s'adapter à des conditions nouvelles de rapports entre tous les éléments de la production, c'est plus délicat. M. Riquet donne au chef une autorité totale sur ses subordonnés qui doivent obéir. Et M. Riquet n'ignore pas que si c'est là son idéal, la société en manifeste un autre, tout de collaboration entre les diverses fonctions de la production. Aussi M. Riquet fait-il immédiatement suivre de ce témoignage d'un chef responsable d'une région nationale, « M. Lesfaucaux » : « Il n'existe pas deux méthodes pour mener d'une manière saine une entreprise qu'elle soit privée ou nationalisée. Il n'en existe qu'une : c'est celle qui fait

prévaloir l'unité de responsabilité ».

Ici autorité et là responsabilité. Mélanger les termes, ou les inverser, faire prendre indifféremment l'un pour l'autre, c'est pur jésuitisme. Noblesse oblige.

Car M. Riquet sait bien où il veut aller :

« En fait, les révolutions prolétariennes n'ont abouti, jusqu'à présent, en quelque pays que ce soit, qu'à remplacer les maîtres d'hier par d'autres qui ne se montrent ni moins durs, ni moins exigeants. »

Conclusion, les révolutions politiques ayant fait faillite, il faut se préparer à une révolution sociale qui, celle-là, ne remplacerait pas les anciens maîtres par des nouveaux. Vous êtes fous ! Mais, Monsieur Riquet de la Compagnie de Jésus n'est pas en service pour faire la révolution ; aucune révolution.

« C'est pourquoi le chrétien estime plus sage de faire l'économie de ces révolutions violentes où s'engendrent de nouvelles discordes, de nouvelles misères, de nouveaux esclaves comme de nouveaux maîtres ».

Alors, que faire ? Rien ?

Si ! Mais, avec, évidemment la part du feu, rien d'essentiel. Conserver les chefs et les subordonnés. Les patrons seront gentils, les ouvriers obéissants. On s'aimera, c'est toute la question ; on s'aimera gentiment.

Pauvre petit Riquet !

Aristide LAPEYRE.

RÉPRESSION EN ESPAGNE

Les militants libertaires Pedro ACOSTA et Justiniano GARCIA ont été fusillés à Saragosse

Solidaridad Obrera, organe du M.L.E., donne les renseignements suivants sur de nouveaux crimes de Franco-le-catholique :

Il y a quelque temps, le Mouvement Espagnol en exil avait été informé de la condamnation à mort prononcée par la cour martiale de Saragosse contre nos camarades Pedro Acosta et Justiniano Garcia. Dans l'espoir de faire jouer une aide internationale en leur faveur, la nouvelle n'avait pas été publiée. Mais ce silence n'a servi à rien, pas plus que les multiples interventions pour sauver les condamnés. La bête franquiste s'est ainsi vengée sur les otages car elle ne pardonne pas que les anarchistes osent la combattre ouvertement.

Cénétistes devant les tribunaux

Dans quelques jours va avoir lieu à Madrid un conseil de guerre contre les syndicalistes cenétistes : José Carrero Garcia, José Ponce Mulero, Felipe Mora Bustillo, Luis Abadia Velasquez, Manuel Orihuela Cabalero, José Medialdea Arenas, Ignacia Maria Luisa Cobas Pena, Esparanza de la Cruz Diaz, Maria Gonzales et Federico Lopez Tola.

Tous sont détenus depuis juin 1948, les hommes dans la prison

de Ocaña, les femmes dans la prison de Ventas, à Madrid. Ils sont accusés de tentative de réorganisation clandestine de la C.N.T. L'instruction a été menée par la juridiction spéciale dite de « répression du Communisme », juridiction appliquée — comme on le sait déjà — pour toutes les activités antifranquistes. Les peines requises s'échelonnent entre six ans et vingt ans de prison.

Communiqué par CRIA.

LIRE ET S'INSTRUIRE

Cette semaine vous pourrez lire...

	Franco
F. A. : Les Anarchistes et le problème social	25 fr.
F. KROPOTKINE : L'Anarchie, son idéal, sa philosophie	40 »
F. ROTHEN : La politique et les politiciens	40 »
VOLINE : La Révolution Inconnue	420 »
BAKOUNINE : La Révolution sociale et la Dictature militaire	240 »
F. PELLOUTIER : Histoire des Bourses du Travail	225 »
P. BERNARD : Le Monde nouveau	470 »
P. J. PROUDHON : La Révolution Sociale	570 »
E. BERTH : Du capital aux réflexions sur la violence	245 »
A. ROSSI : Physiologie du Parti Communiste français	550 »
E. KOGON : L'Enfer organisé	370 »
LISSAGARAY : Histoire de la Commune	470 »
GALTIER-BOISSIERE : Mon journal pendant l'occupation	170 »
— Mon journal pendant la libération	140 »
— Mon journal dans la drôle de Paix	170 »
J. MARESTAN : L'Education sexuelle	210 »
Paul PRIST : Perdus dans ce désert	210 »
A. PATRONI : La Débâcle de l'Elite	180 »
Jeanne HUMBERT : Sébastien Faure	210 »
Sol FERRER : Francisco Ferrer	290 »
R. ASSO : Chansons sans musique	180 »
BUCHNER : Force et matière	255 »
Richard WAGNER : La Tétralogie	295 »
S. FAURE : Les douze preuves de l'inexistence de Dieu	20 »
Jean JAURES : L'Eglise et la laïcité	40 »
ETUDES ANARCHISTES N° 2	50 »
LA REVOLUTION PROLETARIENNE N° 25	55 »

DEMANDEZ-NOUS NOTRE CATALOGUE LIBRAIRIE (Envoi gratuit)

P. J. PROUDHON

UNE SEULE COLLECTION de ses ŒUVRES (15 VOLUMES NEUFS)
Franco recommandé 8.300 fr.

Prérez d'ajouter 40 fr. si vous désirez que votre envoi soit recommandé. Nous ne répondons pas des pertes postales, si le colis n'est pas recommandé. Tous les envois de fonds doivent parvenir à JOULIN Robert, 145 quai de Valmy, Paris-X^e. C.C.P. 5561-76.

SALLE DES SOCIÉTÉS SAVANTES
8, rue Danton

C. A. J.

Sous la présidence de Serge Ninn, secrétaire général de la Fédération Anarchiste, le Cercle anarchiste des Jeunes organise une

GRANDE CONFÉRENCE PUBLIQUE

Le vendredi 13 mai 1949, à 20 h. 45

HENRI BOUYE et GEORGES FONTAINE

traiteront : DE L'UTOPIE MARXISTE AU RÉALISME ANARCHISTE

Aors que les stalinien parlent sans cesse du matérialisme, du réalisme, de l'efficacité marxiste nous démontrons qu'ils ne sont que des utopistes et que les anarchistes, contrairement à ce qui est dit bien souvent, sont eux les réalistes qui luttent pour le bien-être de tous dans la liberté.

A propos du 1^{er} Mai L'heure des illusions est passée

Les « partis syndicaux » et les politiciens officiels ont « réussi » leur 1^{er} Mai. La C.G.T. a exalté la force de l'impérialisme russe et lancé son couplet sur « l'Unité ». De la Bastille à la Nation, les « fidèles » ont processionné. Les années s'écoulent, les formules restent les mêmes, les défilés se raccourcissent. Le Parti communiste, qui moins que d'autres doit s'illusionner sur ses possibilités actuelles, a toutefois « réussi » sa journée. Pour lui, l'époque des grandes entreprises, des vastes projets étant terminée, ce qui compte est maintenant la ligne le quartier d'intoxiqués susceptibles d'entretenir le malaise économique, afin de gêner la reconstruction militaire, œuvre mineure à l'échelle de la relative confiance du Kominform envers l'appareil communiste français.

La C.G.T.-F.O., elle aussi, a « réussi »... à cacher sa faiblesse, son manque de dynamisme, la lassitude de ceux qui la suivent, dans son meeting tenu dans le centre de Paris, bien loin de la grouillante et sympathique activité des quartiers populaires.

Enfin, tout ce que la nation compte d'éléments assez intrépides pour affronter le vent, le froid et l'éloquence rocaillieuse du général de Gaulle, s'était donné rendez-vous au Bois de Boulogne. Si l'on enlève à cette manifestation la pittoresque attachée aux démonstrations foraines, ce qu'il en reste décourage la plume du plus consciencieux chroniqueur. Comme l'année dernière, on a dénoncé les « médiocres » ; comme l'année dernière, on a agité le dada « Association Capital-Travail » ; comme l'année dernière, on a annoncé la « prise du pouvoir » pour l'année qui vient. Mais, encore moins que l'année dernière, les spectateurs ont été convaincus. Le mouvement

gaulliste, lui aussi, a « réussi ». Sa manifestation est un jalon qui marque sa dégringolade actuelle.

En fait, on peut dire que les travailleurs étaient absents de ces démonstrations politiques masquées par des formules syndicales. Les travailleurs, découragés par les aventures de ces dernières années, dégoûtés par les rivalités syndicales, inquiets par les menaces de chômage, ont préféré la réunion familiale, la sortie champêtre, aux « exercices » sur commande.

Ne nous y trompons pas ! C'est bien là que réside le caractère particulier de ce 1^{er} Mai sans surface, sans profondeur, sans envergure, sans travailleurs. La guerre, les salaires, le chômage, les prix, l'avenir de plus en plus sombre, autant de menaces qui planent sur l'ouvrier, que l'ouvrier ressent sans trouver en lui — ce qui est plus grave — le ressort nécessaire pour y faire face. Cette indifférence, ce manque de confiance en l'organisation syndicale doit ouvrir les yeux aux syndicalistes révolutionnaires. Si très rapidement ils n'arrivent pas à trouver entre eux un terrain d'entente, si très rapidement ils n'arrivent pas à présenter des solutions neuves, l'avachissement de la classe ouvrière en fera la proie facile des totalitaires.

Où le syndicalisme sombrera avec la classe avec laquelle il s'identifie, ou celle-ci, par un de ces sursauts dont elle est coutumière, secourra le fardeau qui pèse sur son « âme », mais alors elle se tournera vers quelque chose de mieux affûté, de plus consistant que les minorités syndicales actuelles.

De toutes manières, les syndicalistes révolutionnaires n'ont plus un instant à perdre. Ou ils s'uniront, ou ils seront écrasés, ou ils seront dépassés.

JOYEUX.

Dans le Livre

La parution de l'article d'Avena dans le Libéraire du 15 avril dernier a eu au moins pour résultat : 1^{er} l'insertion de la lettre de démission du Comité fédéral d'Avena dans l'imprimerie française alors qu'Enhi n'avait pas jugé devoir la publier ; 2^e celui surtout de provoquer une mise au point amusante d'Enhi.

Les raisons ayant provoqué le départ d'Avena ont été données dans notre journal. Elles sont exprimées dans sa lettre de démission. Dans sa réponse, Enhi se défend d'avoir « injurié » son collègue mais reconnaît s'être opposé à la démission d'Avena pour Stockholm « sans même apporter la moindre précision ». Dont acte. Et le Comité fédéral s'est empressé de sanctionner cet usage sans demander, lui non plus, de précisions, celles-ci étant inutiles puisque les positions politiques des antagonistes sont depuis longtemps connues, fixées.

Enhi nous dit aussi dans sa « réponse » à Avena que les membres du C. F. protestèrent unanimement contre les allégués d'Avena à la lecture de la lettre, celui-ci ayant estimé avoir été injurié. Les camarades du C. F. oublient une simple chose c'est que certain silence, certain manque de courage sont plus graves que de violentes injures. Ne pas avoir protesté lors du diktat Enhi est la marque d'une défiance instinctive envers celui qui en était la victime. Or celui-ci a rempli sa tâche correctement, mieux même que beaucoup puisque seul, ou presque, il réagit en temps utile et chaque fois qu'il le fallait contre la gestion partisane du secrétaire général.

Et maintenant le bouquet : « Les fédérés sauront apprécier la position de celui qui, dans Révolution prolétarienne d'avril 1948, affirmait son penchant pour Force Ouvrière alors que, par sa mise au point parue dans l'imprimerie française de février 1949, il démentait formellement être un agent de F. O. en dénonçant ses dirigeants comme agents conscients du capitalisme international ». Disons tout de suite qu'Avena, en AVRIL 1948, avait bien SON PENCHANT pour F. O., mais présentait de sérieuses réserves et qu'après avoir vu comment se comportait la nouvelle centrale, IL DENONÇA ENERGIQUEMENT CETTE DERNIERE en février 1949. Au départ donc, EXPECTATIVE ; à l'arrivée, PRISE NETTE DE POSITION. Rien que de très normal. La position d'Enhi par contre est absolument dissemblable.

C. N. T.

TOULOUSE

Maison des Syndicats, cours Dillon. L'Union locale des Syndicats et la Commission de Culture et Loisirs communique et invite tous et toutes à la sortie champêtre qui aura lieu le dimanche 8 mai, à Pinsaguel (Haute-Garonne), à laquelle nous invitons tous les camarades de Toulouse et villages limitrophes. Le départ s'effectuera à la place Esquirol, à 7 h. 30 du matin, avec des autobus. Il sera organisé aussi un départ à 8 heures en caravane cycliste.

ble. Enhi signe avec Charrier le Manifeste F. O., avant la scission. Il fut même de la Commission administrative de cette tendance aux côtés de Jouhaux et Cie. Le signataire de ces lignes attaque alors Tovarich Enhi en pleine réunion des délégués parisiens de l'Interlabour pour savoir si « oui ou non Enhi avait engagé la Fédération du Livre par sa signature ou s'il n'avait engagé que lui-même ». Un échange tumultueux s'ensuivit et rien de précis n'en sortit. Quelques jours après, sur interventions de Saillant et Le Léap, Enhi devait virer du tout au tout pour devenir le frachoniste échoué que l'on connaît. Les militants parisiens n'oublient pas l'algarade et le retournement de veste opportun.

Et il est dommage que ceux de province ne soient pas ou ne puissent pas être mieux éclairés. Il est piquant de constater qu'un membre hier officiellement à F. O. reproche à un de ses collègues d'avoir eu A LA MÊME EPOQUE « une tendance pour F. O. ». La paille et la poutre.

La polémique en tout cas prend de l'ampleur. Toutes les sections s'agitent et déjà de savantes manœuvres se font jour. On veut réduire le malaise régnant dans la Fédération à une querelle de personnes. Or rien n'est plus faux. Enhi ou XI nous importent peu tant que personnalité. Ce qui nous intéresse est ce que représente Enhi ou X... A travers le premier c'est toute la duplicité, tout le jésuitisme célestes, le virus stalinien filtrant et l'antidémocratie que nous attaquons, ce n'est pas l'homme. Nuances !

A cette doctrine de trahison permanente pour laquelle se prononce le secrétaire général actuel, qu'opposent les minoritaires ? Pratiquement rien, sinon de sales petites histoires, des faits exacts, certes, mais n'attaquant que de biais et comme à regret le bastion à détruire. ON SEMBLE AVOIR PEUR D'ALLER AU FOND DU PROBLEME. Résultat : au spectacle du confusionnisme volontaire ou non auquel nous assistons, le militant de base ne sait plus à quel saint se vouer.

Les minoritaires conscients du Livre rattachés au Cartel national d'Unité d'Action syndicaliste ont voulu éclaircir le débat et pour ce, ils ont élaboré un programme minimum d'action autour duquel toutes les tendances peuvent se regrouper et œuvrer. Le voici :

1. Dénonciation immédiate de la Convention collective du Livre de 1948 parce que marquant un recul sur les avantages acquis au lendemain de la Libération et parce que laissant au gouvernement le droit de fixer les salaires comme bon lui semble.
2. Suppression du blocage des salaires et de la classification P1, P2, P3.
3. Révalorisation du pouvoir d'achat des ouvriers du Livre par l'attribution d'une prime uniforme de 7.000 francs mensuelle, astreinte à l'échelle mobile des qu'on obtienne et sans possibilité de diminution des salaires à la courbe des indices venant à s'effondrer. Cette prime de 7.000 francs remettrait le pouvoir d'achat actuel au niveau de celui de 1944.
4. Lutte pour la réduction de l'avén-

LE LIBERTAIRE

ORGANE DE LA FEDERATION ANARCHISTE

L'usine aux ouvriers :: La terre aux paysans

A chacun selon ses besoins

DEPUIS 1789, l'égalité garantie par la liberté, la fraternité, les généraux, les prêtres, les politiciens et les millionnaires, est la pierre angulaire de la société française.

Nous sommes tous égaux et pour s'en convaincre il n'y a qu'à faire quelques pas dans la rue. On y rencontre, à chaque instant, des vieillards miséreux, des enfants sous-alimentés et de braves bourgeois fortement ennuyés de ne pouvoir se procurer la crème Chantilly qui couronnera leur frugal repas.

Et l'égalité alors ? Minute ! nous sommes égaux devant les urnes mais non devant le buffet ! Où irions-nous si les simples pros avaient la prétention de se nourrir, s'habiller et se loger aussi bien que ceux qu'une justice essentiellement démocratique, dispense de travaux salissants, de ceux qui par leur naissance, leurs relations, leur adresse à la Bourse sont habilités à commander et à récolter ce que les autres, les vulgaires, produisent.

Où ira-t-on alors ? Ce serait l'anarchie, tout simplement. En effet, l'égalité abandonnant les urnes et les jeux politiques, s'imposerait alors chez le boucher et le tailleur et de spirituelle deviendrait matérielle.

Entre nous, ce ne serait pas un mal ; je ne vois pas pourquoi les « gens bien » du faubourg disposent de salles de bains et de nourritures sélectionnées alors que les fondeurs par exemple et les ouvriers agricoles ne disposent que de niches et de nourritures plus ou moins grossières. Attendu que les seconds travaillent et que les premiers ne font rien, l'inverse serait beaucoup plus logique.

Ce n'est pas par hasard et respect simple d'un laborieux passé qu'est restée fameuse dans l'histoire syndicale cette date de 1906. Celle du Congrès d'Amiens, où la C.G.T., secourant violemment les tentatives d'emprises politiciennes, a affirmé bien haut, en parlant clair, le droit que le syndicalisme ouvrier conserve jalousement de se déterminer lui-même.

On reste stupéfait devant la facilité avec laquelle F.O. tente de « s'annexer toutes les conquêtes » du syndicalisme. Rappelons lui seulement que dans la déclaration de principe de la Charte d'Amiens il était écrit : la C.G.T. est antimilitariste, antiautoritaire, antitâtisme.

Comme vous voyez, rien de commun avec F.O. Si vous n'en êtes pas convaincus voici quelques lignes — toujours du même journal — qui sont assez édifiantes :

5. Suppression de l'impôt sur le revenu provenant des salaires.
6. Respect INTEGRAL de la loi de 40 heures en cinq jours sans diminution de salaire. Paiement à 75 p. cent du salaire normal des chômeurs involontaires. Organisation des Comités de chômeurs sous contrôle syndical.
7. Abolition immédiate des zones de salaires et des primes à la production.
8. Centre l'arbitrage obligatoire et toute entrave au droit syndical.
9. Pour l'attribution d'une allocation mensuelle calculée sur 173 heures de travail à tout vieux travailleur (plus de 65 ans).
10. Pour la parité entre le Travailleur, le Labeur-Pressé et la Presse, tant au point de vue salaires (travail aux services) qu'au point de vue avantages (vacances, etc.).
11. Contre toute capitalisation ouvrière et contre toute forme d'association capital-travail.
12. Contre toute ingérence politique à l'intérieur des syndicats, ce qui entraîne d'office les travailleurs du Livre à rallier l'Autonomie en quittant la C. G. T. et la F. S. M. politiciennes.

Ce programme a le don de répondre à beaucoup d'impatiences manifestées par nombre de camarades ; de montrer à Enhi et à sa clique ce qu'ils auraient dû faire s'ils avaient eu conscience des tâches syndicales à remplir ; de montrer à Bergeron et tant d'autres partisans de F. O. le chemin qu'il leur reste à parcourir pour être effectives « des syndicalistes sincères et partisans de la Charte d'Amiens ».

Tous les ouvriers du Livre peuvent dès maintenant se prononcer dans la clarté. Nous attendons leur réponse.

J. BOUCHER.

Adresse du Cartel national d'Unité d'action syndicaliste : 129, boulevard Saint-Germain, Paris-6^e.

A propos de « plafonds »

Avant l'institution du nouveau régime de prébende protection des travailleurs, on n'était assujéti aux Assurances Sociales que si l'on ne gagnait pas plus que le salaire limite qui représentait alors le « plafond d'assujettissement ».

Depuis l'accouchement de la Sécurité Sociale, le plafond d'assujettissement a été supprimé et tous les salariés, quel que soit le montant de leur rémunération, sont obligatoirement assurés.

Le « plafond » ne représente donc plus un salaire limite pour l'assujettissement, mais un salaire maximum pour le calcul des cotisations ; c'est-à-dire que les assurés cotisent jusqu'à concurrence d'un plafond de salaire actuelle-ment fixé (1^{er} mars 1949) à 264.000 fr. par an, ou 22.000 fr. par mois.

Ce qui, en termes simples, signifie : Pour une paye mensuelle de 15.000 fr., je subis une saisie sur salaire de 900 fr.

Le Gérant : M. JOYEUX.

Impr. Centr. du Croissant, 19, r. du Croissant, Paris-2^e.

tres à leur place ne servirait à rien. Les mécontents seraient contents et les contents mécontents et pour éviter les inévitables frictions résultant de ces situations opposées, il faudrait, comme par le passé, entretenir à ne rien faire policiers et gendarmes.

Comment en sortir ?

Eh bien ! si chacun, et selon ses forces, apportait son travail à la collectivité et recevait en retour une part équitable

A travers LA PRESSE SYNDICALE

S'il y en a un pour qui le Premier mal est une journée de lutte est bien le « camarade » Lunet qui concluait dans le Métallo (C.G.T.) :

...Le peuple de Paris manifesterait pour qu'enfin il y ait du pain et des roses pour tous...

A chacun son bouquet de roses grâce aux Conventions collectives arrachées au patronat par la vaillante, la grande, la botanique C.G.T.

De Force Ouvrière cet aveu :

Notre syndicalisme a eu ses difficultés toujours, ses heures noires parfois et même ses quasi-éclipses.

Péché avoué, à moitié pardonné, et plus loin :

Ce n'est pas par hasard et respect simple d'un laborieux passé qu'est restée fameuse dans l'histoire syndicale cette date de 1906. Celle du Congrès d'Amiens, où la C.G.T., secourant violemment les tentatives d'emprises politiciennes, a affirmé bien haut, en parlant clair, le droit que le syndicalisme ouvrier conserve jalousement de se déterminer lui-même.

On reste stupéfait devant la facilité avec laquelle F.O. tente de « s'annexer toutes les conquêtes » du syndicalisme. Rappelons lui seulement que dans la déclaration de principe de la Charte d'Amiens il était écrit : la C.G.T. est antimilitariste, antiautoritaire, antitâtisme.

Comme vous voyez, rien de commun avec F.O. Si vous n'en êtes pas convaincus voici quelques lignes — toujours du même journal — qui sont assez édifiantes :

5. Suppression de l'impôt sur le revenu provenant des salaires.
6. Respect INTEGRAL de la loi de 40 heures en cinq jours sans diminution de salaire. Paiement à 75 p. cent du salaire normal des chômeurs involontaires. Organisation des Comités de chômeurs sous contrôle syndical.
7. Abolition immédiate des zones de salaires et des primes à la production.
8. Centre l'arbitrage obligatoire et toute entrave au droit syndical.
9. Pour l'attribution d'une allocation mensuelle calculée sur 173 heures de travail à tout vieux travailleur (plus de 65 ans).
10. Pour la parité entre le Travailleur, le Labeur-Pressé et la Presse, tant au point de vue salaires (travail aux services) qu'au point de vue avantages (vacances, etc.).
11. Contre toute capitalisation ouvrière et contre toute forme d'association capital-travail.
12. Contre toute ingérence politique à l'intérieur des syndicats, ce qui entraîne d'office les travailleurs du Livre à rallier l'Autonomie en quittant la C. G. T. et la F. S. M. politiciennes.

Ce programme a le don de répondre à beaucoup d'impatiences manifestées par nombre de camarades ; de montrer à Enhi et à sa clique ce qu'ils auraient dû faire s'ils avaient eu conscience des tâches syndicales à remplir ; de montrer à Bergeron et tant d'autres partisans de F. O. le chemin qu'il leur reste à parcourir pour être effectives « des syndicalistes sincères et partisans de la Charte d'Amiens ».

Tous les ouvriers du Livre peuvent dès maintenant se prononcer dans la clarté. Nous attendons leur réponse.

J. BOUCHER.

Adresse du Cartel national d'Unité d'action syndicaliste : 129, boulevard Saint-Germain, Paris-6^e.

A propos de « plafonds »

Avant l'institution du nouveau régime de prébende protection des travailleurs, on n'était assujéti aux Assurances Sociales que si l'on ne gagnait pas plus que le salaire limite qui représentait alors le « plafond d'assujettissement ».

Depuis l'accouchement de la Sécurité Sociale, le plafond d'assujettissement a été supprimé et tous les salariés, quel que soit le montant de leur rémunération, sont obligatoirement assurés.

Le « plafond » ne représente donc plus un salaire limite pour l'assujettissement, mais un salaire maximum pour le calcul des cotisations ; c'est-à-dire que les assurés cotisent jusqu'à concurrence d'un plafond de salaire actuelle-ment fixé (1^{er} mars 1949) à 264.000 fr. par an, ou 22.000 fr. par mois.

Ce qui, en termes simples, signifie : Pour une paye mensuelle de 15.000 fr., je subis une saisie sur salaire de 900 fr.

Le Gérant : M. JOYEUX.

Impr. Centr. du Croissant, 19, r. du Croissant, Paris-2^e.

des richesses communes le problème serait virtuellement résolu.

A chacun selon ses besoins et selon les possibilités de production, me paraît être le seul moyen susceptible de contenter l'égalité un caractère de réalité telle, que chaque citoyen pourrait se constater à tout moment.

Des esprits chagrins s'élèvent contre cette égalité économique. Ils voient déjà les hommes vêtus de manière exactement identique et se nourrissant en quantité et qualité de produits semblables ; mais ces craintes sont bien souvent inspirées par le désir compréhensible de conserver des privilèges excessifs, car il est bien certain que le luxe des uns devra être fortement réduit si l'on veut que le niveau de vie des autres s'élève, un peu comme dans les vases communicants. Ce serait un désavantage, certes, pour les non-bourgeois « personnalités » du monde de la finance, du commerce, de l'armée, de l'église, de la politique et de la gendarmerie. Mais un avantage considérable pour les millions de travailleurs manuels et intellectuels qui présentent tout l'insigne honneur d'entretenir tous ces messieurs.

Autre chose encore : ce sera le travail forcé. C'est là l'argument massue que nous opposent les gens d'ordre et de tradition. Et on comprend parfaitement leurs appréhensions. Etre obligé de produire alors que depuis toujours ils sont habitués à jouer du travail d'autrui est une dérogation insupportable aux coutumes et aux lois consacrant l'oïseuse de quelques-uns et le travail-mal rétribué de tous les autres.

Afin de dissimuler, autant que faire se peut, cette curieuse conception des rapports humains, on grave dans la pierre de tous les édifices publics, jusque et y compris les prisons, le mot égalité.

Lorsque tous les hommes, quels qu'ils soient et d'où qu'ils viennent, auront des droits économiques égaux, alors, mais alors seulement, l'égalité aura un sens et ne sera plus la fragile façade cachant la plus mauvaise, la plus illogique des sociétés.

A chacun selon ses besoins et selon les possibilités de production, et l'objectif révolutionnaire vers lequel doivent tendre tous nos efforts.

Jean CLAIR.

Aux U. S. A.

UNE DROLE DE GRÈVE

John Lewis fait encore parler de lui. Il vient de donner l'ordre de débrayer aux 400.000 mineurs des importantes mines de charbon de l'Est Mississippi, sans aucune consultation préalable auprès du personnel ou de ses représentants... et pour cause !

Cette grève, en effet, ne présente pas de caractère revendicatif, ni révolutionnaire, mais, selon John Lewis, la « commémoration d'accidents de travail ».

En fait, cette grève imposée s'explique par la présence d'un stock de 70 millions de tonnes de charbon, Le Gouvernement, devant l'augmentation de la

Le double jeu de "l'Humanité" au profit de Ford!

Le vendredi, 29 avril dernier, Ford, à Poissy, rouvrait ses portes après avoir opéré un lock-out général de ses 5.000 ouvriers pendant sept jours.

Le deuxième jour, C.R.S., gardes mobiles armés, avaient entouré les bâtiments, et les délégations des lock-outs — à la préfecture de Seine-et-Oise, au ministère du Travail — délégations dont la C.G.T. avait pris la « direction », s'étaient succédé pour démontrer l'insanité du prétexte invoqué par la direction de chez Ford.

Pendant sept jours, l'« Humanité » écrivait : « Le lock-out est-il légal ? » Pendant sept jours, ce journal affirmait que les travailleurs devaient « prendre garde », que la résistance patronale Chausson-Ford aux revendications ouvrières n'était pas une simple coïncidence mais l'annonce d'une manœuvre plus large.

Pendant sept jours ce fut un appel à la lutte (sur les modalités de laquelle, en ce qui nous concerne, nous faisons d'amples réserves).

Or, « l'Humanité » du lundi 2 mai (soit trois jours après la fin du lock-out) publiait « discrètement », en 4^e page, un PLACARD PUBLICITAIRE POUR UNE EMISSION D'ACTIONS FORD, actions au nominal de 110 francs !

Qui mieux est : ce placard était GRATUIT, puisait « extrait du Bulletin des Annonces Légales Obligatoires ». Coïncidence troublante : le compte rendu des manifestations du 1^{er} mai, publié par « l'Humanité » du même jour, ne faisait pas mention de la délégation des travailleurs de Ford.

Nous pourrions ironiser : nous n'en avons pas le goût.

Une fois de plus, la preuve est faite que « l'Humanité » se fout des ouvriers, qu'elle les trahit à longueur de colonnes.

Une fois de plus, nous disons : « Messieurs les dirigeants du P.C.F., vous êtes des salauds et des traîtres. »

Une fois de plus, nous demandons aux salariés, en général, et aux métaux de Ford, en particulier : « Quand en aurez-vous assez d'être bafoués, trompés, trahis ? Qu'attendez-vous pour déchirer vos cartes de la G.G.T. et du P.C.F. ? »

S. V.

Quand le Bâtiment va...

Quand le bâtiment va, les dividendes des grandes entreprises vont bien, mais les compagnons, eux, sont toujours au même niveau.

La loi de quarante heures est une vaste blague : elle n'est plus respectée ; il faut produire ; aucune garantie contre les accidents de travail ; les rabais appliqués en fonction des concurrents sont de l'ordre de 25 à 30 %. Ces rabais obligent les entreprises à faire activer les travaux sans tenir compte de la sécurité et des conditions de travail.

Nous avons enregistré deux accidents graves, l'un à Merlebach et l'autre à Tours. Les délégués ouvriers pour la

sécurité sur les chantiers révéleront-ils les responsabilités de ceux qui sont chargés de la conduite des travaux ? On peut en douter car, pour beaucoup, leur rôle se borne à faire une propagande de ratelier.

Parallèlement à cette situation il est bon de signaler les chicaneries administratives des services du M.R.U. du Maine-et-Loire. Sous le couvert d'urbanisme on cherche à dégoûter ceux qui veulent et peuvent construire en prétextant de détailler les plans de construction.

Le bâtiment ne marche pas. Pourquoi ? Et que peuvent bien mijoter les bataillons de techniciens du M.R.U. dans leurs bureaux princiers d'Angers ?

La société d'entreprise de construction « La Parisienne », boulevard Haussmann, Paris, occupe 250 ouvriers. Elle construit les grands magasins avec des procédés économiques, mais dangereux à l'exécution : « le branchage » ; si des précautions ne sont pas prises pendant la mise en place des poutres le risque est grand de faire le saut dans le vide, étant donné que les compagnons exécutent ce travail à 10 et 12 mètres de hauteur, sans aucun moyen à leur disposition ; il suffirait cependant de faire un double échafaudage. Or ces travaux sont exécutés pour le compte du M.R.U. et devraient être contrôlés par les responsables syndicaux C.G.T. d'une part, et les délégués à la sécurité d'autre part ; mais les uns comme les autres s'en foutent éperdument ; il faut faire suer le burnous : cinquante-quatre heures de travail par semaine !

Dans ces conditions la formule : « Le bâtiment va ! » est une vaste blague. Il ne s'agit pas de faire construire et de faire pousser les immeubles comme des champignons ; il faut exécuter aux gens du bâtiment un salaire et des conditions de travail normales ; si nous voulons que notre jeunesse s'intéresse à notre corporation, ne créons pas une

profession de parias, sa production ne s'exporte pas, elle reste le témoin de son travail. Encore faut-il qu'il soit exécuté intelligemment.

PERRIER.

Assez de la tuerie indochinoise

Le Cartel National d'Unité d'Action syndicaliste nous communique : Reprenant à son compte la résolution adoptée par le Conseil syndical de la Fédération de l'Education Nationale de l'Hérault, la Section de la Loire du Syndicat National des Instituteurs et enfin du S.N.I. tout entier, le Cartel :

Estime qu'on ne lutte pas contre l'usage des armes par la seule mobilisation des consciences et qu'on ne saurait mettre fin à cette guerre que par une action concertée de la classe ouvrière, action concrète, directe du prolétariat ;

Demande aux ouvriers de déposer dans leurs syndicats, à quelque centrale qu'ils appartiennent, une résolution EXIGEANT LE BOYCOTT IMMEDIAT DE TOUT ENVOI D'ARMES ET MUNITIONS A DESTINATION D'INDOCHINE ;

Demande le retrait pur et simple du corps expéditionnaire français d'Extrême-Orient, les intérêts des travailleurs n'ayant rien de commun avec ceux des colonialistes et de la bourgeoisie impérialiste.